

Ce n'est certainement pas le communisme qui peut répondre à ces besoins urgents. Le communisme n'a rien de commun avec la vie facile que les peuples du monde ont recherchée au cours des siècles. Ce n'est pas la réponse à donner aux protestations révolutionnaires de l'Asie, de l'Afrique et d'autres régions orientales. Si le communisme ne peut y répondre, le capitalisme ne le peut pas non plus. Quand je dis capitalisme, je veux parler de celui qui existe sur ce continent, de ce capitalisme que les peuples asiatiques ont connu depuis près de deux cents ans.

Si quelques-unes des nations libres, qui présentement sont prêtes à dépenser des milliards de dollars et à sacrifier des millions de vies pour défendre la démocratie, cessaient de confondre la démocratie avec le capitalisme tel que nous l'avons connu dans le passé, pour s'intéresser davantage à la démocratie en soi, leur tâche serait beaucoup plus facile et leur succès plus assuré. Il y a actuellement des millions de personnes en Asie et ailleurs que nous pourrions amener à combattre pour la démocratie, mais des millions de ces gens sont très peu enclins à se battre pour le genre de démocratie capitaliste qu'ils ont connu au cours des derniers siècles.

Tous les partis à la Chambre conviennent qu'en ces temps de crise les nations libres doivent s'armer. Elles doivent être prêtes à se battre pour défendre leur liberté, s'il n'y a pas d'autre solution. Bien que nous acceptions cette prémisse, nous convenons tous, je crois, qu'il serait préférable d'éviter la guerre si c'est le moins possible, en supposant qu'on puisse endiguer le communisme sans recourir à la guerre.

Si elle en a le temps, la démocratie pourra démontrer qu'elle l'emporte sur le communisme comme mode de vie, non seulement à ceux qui habitent les pays non communistes mais aussi à ceux qui habitent les parties de l'univers que domine le communisme.

Cela nous amène à l'étude de la question des négociations avec la Russie. Je n'imagine pas un seul instant qu'il soit possible d'en arriver à un accord général de paix avec la Russie, qui comporterait une entente au sujet de tous les principaux problèmes. A ma connaissance il n'y a qu'un homme dans l'histoire qui ait jamais réussi à conclure un accord de ce genre avec la Russie, et c'est Hitler. Hitler y est parvenu parce que, comme la Russie, il voulait diviser le monde en sphères d'influence. Je ne puis concevoir que les États-Unis ou d'autres États membres des Nations Unies se prêtent jamais à des pratiques de maquignonnage de ce genre.

[M. Noseworthy.]

Bien que des négociations en vue d'une paix générale puissent être impossibles, la possibilité de négocier la paix ou une entente dans des régions restreintes ne s'en trouve pas écartée. La possibilité de maintenir une paix armée ou une trêve armée avec la Russie ne s'en trouve pas écartée non plus. L'idée d'une paix armée n'est pas nouvelle dans l'histoire. L'Europe a vécu sous un régime de paix armée pendant quarante ans, entre la guerre franco-prussienne de 1870 et celle de 1914. Il est entendu qu'une telle trêve est instable. Nous savons que la trêve armée dont j'ai parlé a fini par entraîner la guerre de 1914, et toute trêve armée que nous pourrions réaliser avec la Russie peut en fin de compte aboutir à la guerre.

La meilleure façon d'assurer notre survie est de gagner le plus de temps possible afin de permettre aux pays libres du monde de s'armer pour résister à l'agression russe et de s'adapter aux besoins des populations de façon à s'assurer le concours de ces millions d'Asiatiques. La guerre froide dans laquelle nous sommes plongés peut durer une génération. La paix armée n'est pas la guerre: elle ne prend pas nécessairement la forme d'une guerre sourde. Elle suppose la solution des différends locaux par voie de négociation, ces négociations se déroulant peut-être même sous la menace de la bombe atomique. Rien n'oblige à recourir au boycottage commercial ou culturel: la paix armée n'empêche pas les nations de se livrer à un commerce et à des échanges culturels fort actifs.

C'est une attitude fort dangereuse que celle qui pousse à croire la guerre atomique inévitable et à agir en conséquence, ou à prétendre que, le communisme étant notre ennemi, il doit être anéanti sur la terre à l'aide d'armes atomiques, le plus tôt possible. Cette doctrine compte beaucoup d'adeptes, beaucoup trop, de fait, au Canada et aux États-Unis. Elle nous mènera en définitive à une guerre d'annihilation qui fera rétrograder de plusieurs siècles notre civilisation. Les députés qui ont lu l'article d'éditorial paru dans *Maclean's*, numéro du 15 janvier, se rappellent ce qu'on y déclarait au sujet des conséquences possibles d'une guerre contre le communisme en ce moment. Que ce conflit se termine pour nous par une victoire ou par une défaite, ou encore qu'il soit sans résultat, nous en serons à peine sortis que déjà nous entendrons les premiers coups de canon de la quatrième Grande Guerre.

La guerre n'anéantira pas le communisme ni ne résoudra nos problèmes, pas plus que la première et la seconde Grandes Guerres n'ont résolu les problèmes du temps. C'est pourquoi des millions de gens espèrent que nos gouvernements et nos diplomates